

Les Lilas, le 12 janvier 2014

Monsieur Vincent PEILLON
Ministre de l'Éducation
Nationale
110 rue de Grenelle
75357 Paris 07 SP

Monsieur le Ministre,

Les nombreuses remontées de nos collègues qui enseignent en section Gestion Administration sont très inquiétantes tant du point de vue de leur souffrance au travail, qu'ils/elles expriment explicitement, que sur le manque de cohérence pédagogique de cette formation pour les jeunes ; c'est pourquoi le SNUEP-FSU, tient à vous alerter spécifiquement sur cette question.

Ce nouveau baccalauréat professionnel a été mis en œuvre sans concertation, sans expérimentation et sans informations concernant l'orientation des élèves – les aides restreintes proposées par les corps d'inspection ont été déployées dans l'urgence et dans des conditions déplorables.

L'instauration du Bac Pro GA et son cortège de dispositifs imposent une surcharge de travail très importante. Et cette surcharge de travail, souvent niée par les corps d'inspection, est très souvent renvoyée à une mauvaise volonté des enseignant-es, voire à leur incompétence.

Pour exemple, aux évaluations traditionnelles est venue s'ajouter une saisie de 55 fiches descriptives de compétences acquises par chaque élève avec un logiciel spécifique onéreux et peu fonctionnel : CERISE. Or, le temps que nécessitent ces évaluations n'est mathématiquement pas compatible avec le temps nécessaire à dispenser des contenus d'enseignement.

Pour exemple encore, il est demandé aux enseignant-es de mettre en œuvre une approche novatrice supposée pédagogique au sein de leur classe : l'enseignant-e doit jouer « le rôle d'un chef de service » et l'élève doit se penser comme un-e salarié-e obéissant aux consignes ! Les corps d'inspection imposent aux enseignant-es la création, pour chaque élève ou petit groupe d'élèves, de multiples scénarii d'acquisition de compétences accompagnés d'entretiens individuels. Or, ces compétences visées ne sont qu'une accumulation de micro-tâches ne faisant sens ni pour les élèves ni pour les enseignant-es. Les savoirs et les savoirs faire ne sont plus au cœur de l'enseignement, voire ont totalement disparu comme pour la comptabilité. Qui y a-t-il de pédagogique dans cette approche utilitariste de l'enseignement professionnel juste bonne à former des exécutant-es et non des citoyen-nes réfléchissant sur tous les aspects de leur travail, du monde salarié et de leur vie en général ?

Les entreprises dénoncent majoritairement la disparition des savoirs et savoirs faire de base - sauf quelques grandes entreprises ayant besoin de main d'œuvre peu formée sachant manipuler les plateformes collaboratives ; mais ce n'est évidemment pas ces dernières qui accueillent massivement nos élèves, l'emploi étant plutôt du côté des PME/PMI. Cela ne correspond pas non plus à la finalité de l'enseignement professionnel public et laïque qui revendique une formation de haut niveau pour tous les élèves sans distinction.

Pour le SNUEP-FSU, cette situation doit cesser. Comme cela a été évoqué en CHS-CTM, il en va de la santé de nos collègues et du respect des élèves et de leur famille. C'est pourquoi, dans l'urgence, nous vous demandons d'agir auprès des corps d'inspection pour que les pressions cessent - la liberté pédagogique étant inscrite dans les textes réglementaires (référentiels). Nous vous demandons aussi de revoir expressément les modes d'évaluation de ce baccalauréat et les outils prétendus nécessaires pour évaluer.

Il est urgent que vous preniez la mesure de la gravité de ce premier bilan. Dans ce cadre, le SNUEP-FSU se tient à votre disposition pour une entrevue sur cette question spécifique.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations les plus respectueuses.

Jérôme Dammerey
Co Secrétaire général